



"LA MAIN DANS LA MAIN" : Bureau de dépôt : 5000 NAMUR MAIL - Prix : 1 Euro - Mensuel n° 299 - Octobre 2012 - Ed. resp. : Andrée Defaux - 64, rue Pépin 5000 Namur

P705187

« INCIVILITÉS ? »

« INCIVILITÉS, TOI-MÊME ! »

Incivilité : comportement qui manifeste l'ignorance ou le rejet des règles élémentaires de la vie sociale (dictionnaire Larousse).

Le Gouvernement fédéral : « Nous allons enfin donner une réponse à l'insécurité. Nous allons renforcer la lutte contre les incivilités et étendre l'application des amendes aux jeunes dès 14 ans. »



Nous nous questionnons donc : pourquoi des incivilités de plus grande ampleur ne sont-elles pas sanctionnées ? Ne faut-il pas y trouver les causes réelles de l'insécurité ?

Des familles et des personnes sont expulsées et se retrouvent dans la rue. Des enfants sont placés pour raison de pauvreté. On supprime les moyens d'existence à une partie de la population. Les entreprises ferment ou délocalisent. Il y a les sanctions du chômage ou au CPAS. Les loyers sont inabordables,...

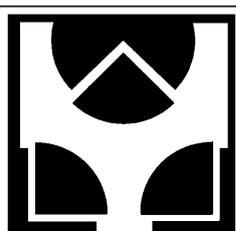
Les banques ont commis des vols que l'Etat rembourse au prix d'une dette pour plusieurs générations. Des financiers accaparent les terres, privant un grande part de la population mondiale de l'accès aux biens élémentaires. Des groupes industriels s'approprient le corps humain, les semences, le monde végétal, la vie à travers des brevets. Ils créent des activités rentables rapidement et polluent les sols de sorte qu'ils ne sont plus cultivables.

C'est révoltant !

Fabien Lardinois

N° 299

SOMMAIRE



L • S • T
LUTTES
SOLIDARITÉS
TRAVAIL

Rue Pépin, 27 • 5000 Namur

Tél. : 081/ 22 15 12

Cpte : IBAN BE 67 0013 3858 9387

Bureau de dépôt :
5000 NAMUR MAIL
P 705187

Prix : 1 Euro
Mensuel n° 299
Octobre 2012

Ed. resp. : Andrée Defaux
64, rue Pépin 5000 Namur

- Andenne **2**
 - Une journée à Anvers
- Fédération **3**
 - 17 octobre 2012
- Ciney-Marche-Jemelle **4**
 - Le combat de notre famille
- Namur **5**
 - Relevons la tête
- Nos droits **6**
 - Les saisies
- Hors cadre **7**
 - Lis son geste
- Ça se passe
- Petites nouvelles **8**

EDITORIAL

D'ANDENNE

JOURNÉE DE VACANCES FAMILIALES À ANVERS

Moments de détente et de découvertes en famille...

Herman ainsi que deux amis, membres de « Kauwenberg », nous accueillent à la gare d'Anvers et nous invitent à découvrir dans un premier temps un projet de l'association flamande membre d'Apga, où les sans-abri et les toxicomanes peuvent venir deux fois par semaine.

Une travailleuse pastorale nous explique en quoi consiste le projet. Il s'agit d'un lieu d'accueil convivial, « comme une famille », où ces personnes sont reçues sans condition, un lieu de partage de la parole, aussi. Et puis un lieu de lutte.

Une fois par mois, l'association organise une manifestation de résistance devant l'hôtel de ville. « Nous ne sommes pas un service social », dira la dame qui nous accueille.

Il y a également une petite chapelle au rez-de-chaussée où peuvent venir se recueillir ces personnes lors d'un décès d'un des leurs mais aussi simplement pour y souffler, y réfléchir, se poser... Une attention est, en effet, accordée par cette association à un hommage au moment des décès des personnes qui vivent dans la rue.

HERMAN NOUS EXPLIQUE...

Dans une seconde étape, nous sommes accueillis au centre Kauwenberg. Dans le même projet que nous, il rejoint des familles dans leur lutte contre la pauvreté.

C'est une association où les pauvres prennent la parole. Elle rassemble des personnes de zéro à nonante-neuf ans venant de tout le territoire du Grand-Anvers.

Des groupes d'enfants, de jeunes et d'adultes. Etant donné le travail effectué avec des familles, il arrive par-

fois qu'une collaboration se crée entre les différents groupes.

Les principaux thèmes abordés sont l'éducation et le support à la famille, c'est-à-dire la lutte permanente pour rester ensemble en famille.

A Kauwenberg, il n'y a pas seulement des familles mais aussi des personnes seules. Au total, il existe 6 groupes d'adultes : 3 groupes de femmes, un groupe de femmes et leurs enfants, un groupe d'hommes, un groupe de parents et grands-parents et un groupe d'hommes seuls.

Dans ces différents groupes, les participants se retrouvent et réfléchissent sur leur vécu. Ils parlent entre autres de la famille et des enfants, du travail et du revenu, de l'expérience de vie, et. En partageant ce vécu se construit ainsi un lieu où l'on peut parler librement.



Les gens se reconnaissent dans l'histoire et l'expérience des autres et cela donne du courage. On ne reste plus seul et isolé.

Ce que les participants apportent dans les groupes est la base pour le dialogue avec la politique communale, régionale et fédérale et des autres services.

Quatre fois par semaine, il y a des permanences et des moments d'accueil où les gens peuvent librement prendre une tasse de café et se parler.

C'est un premier pas pour sortir de l'isolement.

Plusieurs fois par semaine (soit l'après-midi ou début de soirée), il y a également des visites à domicile, dans les hôpitaux, des rencontres dans la rue, etc.

Pendant l'année scolaire, des activités pour des enfants à partir de 2,5 ans et des jeunes sont organisées. Lors des vacances, Kauwenberg propose des excursions où les jeunes participent à des camps organisés par d'autres organisations de jeunesse.

Des rencontres avec des bébés et leurs parents, grands-parents ou d'autres gardiens sont aussi organisées pendant quelques heures pour jouer ensemble, échanger des avis, etc.

Kauwenberg participe à une plateforme de la ville d'Anvers avec d'autres associations où les pauvres prennent la parole.

Mais il y a aussi une longue collaboration avec le mouvement ATD Quart-Monde, ils se retrouvent pour réfléchir ensemble à la lutte contre la pauvreté lors des Universités Populaires.

Kauwenberg participe, comme LST, aux rassemblements du Collectif des Associations Partenaires du RGP.

DÉTENTE

L'après-midi est consacrée à la visite du zoo. Les familles se dispersent et s'en vont à la découverte des animaux sauvages ou non. Les enfants mais aussi les adultes profitent de cette journée en famille et qui plus est sous le soleil !

Une longue mais agréable et belle journée riche en découvertes !

Des militants

FEDERATION

17 OCTOBRE 2012 :
JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE
Rendez-vous des associations
& rencontre des responsables politiques au Parlement wallon



citoyens à s'engager eux aussi dans le refus de la misère.

Le 17 octobre 2012, nous délivrerons ensemble le message issu de nos réflexions en ateliers.

LA « DALLE EN L'HONNEUR DES VICTIMES DE LA MISÈRE »

Installée depuis 2007 dans la galerie du Parlement wallon, elle est la copie de la dalle figurant à Paris, sur l'esplanade du Trocadero, depuis 1987.

La phrase suivante est reprise en wallon: « Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré ».

Lors de cette commémoration, les associations et mouvements rassemblant des personnes pauvres rappellent le chemin encore à parcourir pour que les droits soient une pleine réalité pour les plus pauvres.

ÉCHANGES ENTRE ASSOCIATIONS

LST et ATD Quart-Monde réitèrent leur invitation à d'autres associations pour une réflexion sur le thème « Habitat et pauvreté ». Nous parlerons des résistances à la misère construites par les plus pauvres pour habiter quelque part.

LST et ATD invitent donc des associations concernées par cette problématique, notamment des membres d'associations 21 ayant participé au travail du groupe habitat qui réalise une « analyse » sur la problématique de l'habitat au départ de lieux d'actions divers.

Nous prévoyons une assemblée plénière entre associations pour réfléchir sur l'habitat des plus pauvres toujours dans la perspective du développement durable et à partir du vécu des plus pauvres.

L'objectif est de mieux intégrer les pratiques et les plaidoyers de chaque association, la prise en compte des attentes des plus pauvres.

RENCONTRE AVEC LES PARLEMENTAIRES WALLONS ET COMMÉMORATION

base des réflexions issues des ateliers, rencontre avec les parlementaires wallons.

Nous prévoyons aussi un moment de témoignages devant la dalle : témoignages de personnes qui vivent la pauvreté. De nombreuses familles éprouvent de plus en plus de difficultés pour retrouver un logement...

Chaque année, le 17 octobre, « journée mondiale du refus de la misère », hommage est rendu à l'engagement citoyen des plus pauvres dans la résistance à la misère.

Ceux-ci appellent les responsables politiques à faire le bilan de leurs actions (et à en tirer les conséquences pour l'avenir) et les



CINEY-MARCHE-JEMELLE

LE COMBAT DE NOTRE FAMILLE

Pouvoir habiter dignement quelque part...

UN COMBAT PERMANENT

Notre combat pour vivre en famille dans un logement décent a commencé il y a plus de 20 ans. J'en ai aujourd'hui 42. Je suis père d'une famille de 6 enfants âgés de 13 à 23 ans.

Durant toutes ces années, nous n'avons jamais pu vivre dans un logement décent, adapté à notre famille nombreuse et à un prix abordable. Au contraire, au lieu d'aller vers un mieux, de construire notre chez nous, nous avons vécu de logements insalubre en taudis.

Il y a eu une courte parenthèse quand nous avons pu accéder à la propriété. Mais là encore, nous avons subi des pressions de tout côté parce que c'était un chalet en zone de loisirs.

En 20 ans nous n'avons jamais vraiment pu poser nos valises quelque part et pouvoir dire "on est chez nous".

Ce qui nous a fait tenir debout, ce sont nos enfants et la volonté de garder l'unité de notre famille.

LES CONSÉQUENCES

Les politiques, la presse, tout le monde parle beaucoup du manque de logements et surtout de logements sociaux, du prix de plus en plus élevé des loyers, des nouvelles exigences énergétiques...

Mais on parle très peu de ce que ça produit sur les familles. Pourtant ce sont surtout les conséquences du fait d'être mal logé qui nous enfoncent dans la misère.

Quand on est mal logé, on doit déjà mener un combat quotidien pour se chauffer, s'éclairer, se garantir un minimum de sécurité. Mais en plus, on est confronté à toutes sortes de pressions de la part des communes, des services sociaux, des écoles...

Le combat que nous menons pour pouvoir habiter dignement quelque part avec notre famille, n'est pas reconnu. Ce qu'on pense, ce qu'on ressent, l'analyse qu'on fait de nos conditions de vie, ça n'est entendu par personne.

PRESSIONS SUR LA FAMILLE

Quand les enfants étaient tout petits, nous avons été harcelés par les services sociaux. On se sentait surveillés, jugés. On nous a imposé des aides familiales qui nous disaient comment élever nos enfants, comment on devait vivre. Ils ont même cherché à diviser notre couple. Ce n'était plus tenable, on est parti habiter ailleurs.

Ce sont d'ailleurs les nombreuses pressions des services sociaux pour nous séparer de nos enfants qui nous ont à chaque fois obligés à fuir vers un autre logement insalubre.

UN CERCLE VICIEUX

On n'a pas le choix de son logement, la plupart du temps ils sont insalubres et les propriétaires souvent pas très honnêtes.

Tout cela amène inévitablement des problèmes de domicile. On a souvent un mal de chien à se faire domicilier. Soit l'agent de quartier met des semaines avant de passer, soit il avertit la commune de l'état du logement ce qui freine la procédure, soit il y a déjà un arrêté d'insalubrité...

On nous domicilie mais en nous faisant clairement comprendre qu'on est juste tolérés et que ça ne durera pas. Du coup les relations avec la commune et le CPAS sont d'office compliquées.

De plus, les problèmes de domiciliation entraînent d'autres problèmes en cascade : avec le chômage, la mutuelle, les allocations familiales, les écoles, le ramassage des poubelles, etc, etc.

PENTE À RISQUE

Les conditions précaires de logement ont aussi des répercussions sur nos revenus. Souvent à cause de l'insalubrité, les factures de chauffage, d'électricité sont très élevées.

Quand on essaye de défendre nos droits en tant que locataire, les frais de justice nous coûtent cher.

Quand on essaye d'accéder à la propriété, rien que pour les frais de dossier ça nous coûte 250 E. Tout ces frais s'accumulent et nous avons parfois très difficile de sortir d'une situation d'endettement.

LE POIDS DE LA PEUR

Avec toutes ces pressions, on vit en permanence dans la peur. Peur du SAJ, peur des services sociaux, peur du propriétaire, peur de l'huissier, peur des voisins...

Quand on a peur, soit on devient violent, soit on se replie sur soi, on se cache ou on fuit. Mais on ne sait rien construire de durable.

A EN PERDRE LA SANTÉ...

Avoir froid, avoir peur, être tout le temps harcelé, surveillé, jugé, ça peut démolir quelqu'un.

Toujours devoir s'expliquer, se justifier de tout. Toujours recommencer à raconter son histoire, les échecs. Et souvent avoir l'impression de ne pas être entendu, d'être mal compris. C'est très dur et ça amène un stress permanent.

On peut en devenir malade jusqu'à tomber en dépression ou pêter un câble. Une fois de plus, c'est toute la famille qui en subit les conséquences.

En juin, on a fini par trouver une maison suffisamment grande pour accueillir toute notre famille. Elle semble être en bon état mais il y a quand même pas mal de travaux à faire.

Le loyer est élevé et les charges vont nous coûter cher, surtout pour se chauffer. On est mieux logés mais je ne sais vraiment pas comment on va joindre les deux bouts ?

Ce qui me tient debout, c'est l'avenir de mes enfants. Maintenant qu'ils deviennent adultes, on va continuer à se battre à leurs côtés pour essayer qu'ils ne revivent pas la même chose que nous.

Raphaël

NAMUR

RELEVONS LA TÊTE !



Il y a des jours où je préférerais rien dire, ne rien entendre, ne pas voir. Depuis plusieurs mois, les informations ne sont pas bonnes. En Grèce, en Italie, en Espagne des personnes se suicident car ils ne savent plus faire face à leurs difficultés. Chez nous, on n'en parle pas, on le cache. En Europe, la situation de millions de gens se dégrade à cause des mesures d'austérités prise par l'Europe.

Un reportage du JT montre qu'en Grèce, ils vendent des îles paradisiaques pour réduire la dette. Il y a de plus en plus de manifestations contre l'austérité, les lieux touristiques sont la plupart fermés. Les grecs se révoltent de voir leur pays sombrer dans la misère.

2.000 ans d'histoire jetées à la poubelle.

Lors de manifestations en Espagne par exemple, une dame témoigne « nous retournons au moyen-âge ». Je le pense aussi et cela depuis très très longtemps à cause de gens aveuglés par le pouvoir et l'argent. La fiscalité n'est pas la même pour tous.

Les besoins alimentaires ne sont pas accessibles pour tout un chacun. Idem pour les soins de santé. L'accès à un

logement décent ressemble à un parcours de combattant tant les loyers sont chers. Pour les plus pauvres, il ne reste que des taudis à des prix qui dépassent la moitié de leurs revenus si pas plus. Sans compter la nourriture, les charges (eau, gaz, électricité), l'école, les taxes communales, l'assurance incendie, familiale, etc.

Si il y a des travailleurs sans-emploi, c'est parce que des entreprises ferment, parce qu'il n'y a pas d'emploi pour tout le monde, Et à quel prix ?

L'avenir est incertain pour des millions de gens ici et ailleurs. Des manifestations fleurissent un peu partout sans pour cela ébranler les politiques européennes.

Faut-il laisser faire sans réagir ?

Non bien sûr !

Quand les peuples vont-ils réagir pour refuser cette libéralisation libérale mondiale ? Mettons-nous ensemble pour refuser l'appauvrissement du monde du travail, l'exclusion des plus pauvres, arrêtons de laisser les plus riches s'accaparer les richesses du sol, de l'air, de l'eau ici et ailleurs.

Rassemblons-nous pour faire entendre notre voix ! Dites non à l'austérité. On en a ras le bol de se serrer la ceinture alors que d'autres s'en mettent plein les poches. Les autorités européennes font payer les erreurs de certains banquiers à l'ensemble des populations. Des grosses entreprises paient peu ou pas du tout d'impôts. Est-ce normal ?

A quand un monde plus juste, plus équitable ?

Relevons-nous !

Mais nous devons continuer à croire à un monde plus juste, il ne faut pas baisser les bras. Continuons à nous rassembler pour le dire et même le crier jusqu'au delà des frontières.

Partout dans le monde, il y a des gens qui luttent pour leur survie immédiate.

Chez nous, des personnes dépendent des services d'aide qui les enferment dans des mécanismes d'appauvrissement, de contrôle. Le slogan « fais ce que je dit mais pas ce que je fais » prend tout son sens dans notre société libérale à outrance.

La violence s'installe partout, seul moyen pour certains de survivre dans ce monde cruel.

L'Europe supprime petit à petit les acquis sociaux de notre pays et nous laissons faire comme si cela ne nous concerne pas.

Quel avenir donnons-nous à nos enfants, petits-enfants ?

Quelle est l'importance de notre vote lors de ces élections communales et provinciales ? Question essentielle pour l'avenir.

A.D

**QUE CELUI OU CELLE QUI SAIT LIRE,
LISE ET PARTAGE CE JOURNAL AVEC CELUI OU
CELLE QUI N'A PAS PU APPRENDRE À LIRE.**

NOS DROITS

LES SAISIES

En cas d'endettement, quels sont les biens et les revenus qui peuvent être saisis ?



La loi définit les biens et la tranche des revenus qui ne peuvent pas être saisis par les créanciers. La loi considère que ces biens et revenus sont indispensables pour vivre décemment, et que le débiteur doit pouvoir les conserver pour satisfaire ses besoins personnels élémentaires et ceux de sa famille.

A côté de la liste des biens et meubles qui ne peuvent être saisis au domicile du débiteur condamné (voir l'article du mois passé), la loi protège également les revenus.

LE SALAIRE

Le salaire net payé par l'employeur ne peut pas être saisi en dessous de 1.037 €/ mois. 20 % des revenus peuvent être saisis pour la tranche de 1.037 et 1.113 €/ mois, 30 % de 1.113 à 1.228 €/mois, et 40 % pour la tranche de 1.228 à 1.344 €/ mois.

Ces montants planchers sont augmentés de 64 €/ mois en fonction du nombre d'enfants à charge.

Par exemple, une personne qui perçoit un salaire net mensuel de 1.500 €, et qui vit avec 2 enfants à

charge, peut faire l'objet d'une saisie de 124.10 €/ mois.

- de 0 à 1.037 € : rien,
 - de 1.037 et 1.113 € : 20 %, soit 15.20 €,
 - de 1.113 à 1.228 € : 30 %, soit 34.50 €,
 - de 1.228 à 1.344 €/ mois, 40 %, soit 46.40 €,
 - de 1.344 à 1.500 € : 100 %, soit 156 €
- total : 252.10 €

Déduction pour enfants à charge : $2 \times 64 = 128$ €

Total saisissable : 124.10 € / mois.

LES ALLOCATIONS SOCIALES

Les allocations de chômage, les indemnités de mutuelle, les pensions de retraite et de survie, peuvent également faire l'objet d'une saisie, mais les tranches sont différentes : rien en dessous de 1.037 € / mois, 20 % des revenus pour la tranche de 1.037 et 1.113 €/ mois,

40 % de 1.113 à 1.344 € / mois, et 100 % au-delà de 1.344 €.

Ces montants planchers sont également augmentés de 64 €/ mois en fonction du nombre d'enfants à charge.

Lorsqu'une personne perçoit plusieurs allocations différentes pour le même mois, il faut cumuler le montant des différentes ressources pour vérifier si les planchers sont ou non dépassés.

LES ALLOCATIONS NON SAISSISSABLES

Par contre, certaines ressources ne peuvent jamais être saisies : les allocations familiales, les allocations au profit des personnes handicapées, les remboursements de soins de santé par la mutuelle, le revenu d'intégration et l'aide sociale financière versée par le CPAS, la GRAPA payée aux personnes âgées qui n'ont pas droit à une pension de retraite.

UNE EXCEPTION FONDAMENTALE

Il y a cependant une exception fondamentale : la personne à qui on doit des arriérés de pensions alimentaires (dans le cadre d'un divorce ou pour les enfants) peut toujours faire saisir les revenus, quels qu'ils soient et jusqu'au dernier euro chaque mois jusqu'au paiement intégral des arriérés.

Seule l'aide sociale financière payée par le CPAS (mais donc pas le revenu d'intégration ni le salaire d'un contrat « article 60 ») ne peut être saisie par personne, pas même par la personne à qui on doit des arriérés de pension alimentaire.

Philippe Versailles

HORS CADRE

LIS SON GESTE

Le projet a commencé, il y a un an... *Des jeunes et des aînés.*

A LST, les jeunes n'avaient pas spécialement d'a priori sur les personnes âgées: «c'est comme ma grand-mère», «je peux lui parler», «j'en connais une qui est souvent seule», «elle me donne un peu d'argent»... et pour faire *un projet artistique* avec elles, on était partants. Et à la maison Harscamp, la présence de jeunes est accueillie avec le sourire. C'est l'asbl Entr'âges qui coordonnera le projet, avec l'artiste Laïa Sadurni.

C'est donc à travers un atelier d'exploration sonore et graphique que les jeunes et les aînés se sont petit à petit découverts. Ils ont partagé, durant plusieurs mois, des bouts de leur vie, leurs impressions, et *leurs perceptions du monde qui les entoure.*

Le groupe a construit, à partir d'enregistrements réalisés lors de promenades en ville et dans la maison de repos, et au travers des jeux en atelier, une *carte imaginaire de Namur*. Des sentiments, des échanges, des regards sur la ville et le monde qu'on ait 13 ou 79 ans !

Si on a pu entendre les souvenirs des inondations de Namur, ou de la guerre 40-45, Luis Mariano ou les longues marches pour aller au travail, on a aussi pu écouter des chants d'aujourd'hui interprétés par Alicia, Lys-Rose et Ashley, les questions sur l'amour ou l'amitié, sur nos quartiers de vie... Vous pouvez encore voir *l'exposition* dans Namur ou sur le site <http://lisongeste.be>

Ce que nous retenons, nous les jeunes de cette année, *en quelques mots?*

rencontres: on a pu rencontrer des personnes âgées, parler avec elles. c'était sympa.

enregistrements: j'aimais bien enregistrer des bruits de la ville, de la maison de repos, enregistrer des voix et nos chants. Surtout quand Ernest chantait Li bia Bouquet avec nous. J'aime moins entendre ma voix.

dessin: j'ai découvert la technique du dessin magique. On trempe un coton tige dans l'eau de javel, on trace des traits. quand c'est sec, on peint à l'écoline et des dessins se forment. vous pouvez en voir dans notre exposition.

plaisir : J'étais pas dans ce groupe mais je trouve que vous avez pris beaucoup de plaisir. Ca se sent quand vous en parlez.

questions: on a pu se parler, se poser des questions.

grand parent : j'étais contente de rencontrer Marie, elle me rappelait ma grand-mère.

écoute: j'étais touchée par Sabine. Elle a pleuré quand elle a vu mon bic du Père Damien. Elle était très sensible à la souffrance des gens. Elle a aussi beaucoup parlé de la guerre, et de la libération.

Marie, Denise, José, Germaine et les autres,... on ne vous oublie pas. D'ailleurs, Ernest, vous avez fêté vos noces de diamant, on a coupé l'article du journal pour partager la nouvelle à LST. On attend la date de votre anniversaire: 100 ans... Et puis, on pourrait faire un nouveau projet avec vous, ou d'autres personnes aînées.

Le groupe des jeunes de LST

Entr'âges asbl initie et accompagne des projets de rencontres entre aînées et plus jeunes depuis plus de 20 ans. www.entrages.be



ÇA SE PASSE en octobre

Une délégation du mouvement se rend **au conseil communal** de namur

Rencontre des associations partenaires du **suivi du RGP**

Agora : dialogue avec l'administration de l'aide à la jeunesse

Concertation sur **la sécurité sociale**

Interjournal

Atelier **famille** on se revoit !



Manifestation
Journée Mondiale du refus de la misère au Parlement wallon

LST Jeunes

«Le fil», couture et récupération, et les dates s'enfilent

Et surtout :

Les caves : à namur, les mardis 2 et 16, 30 octobre.

A Andenne, les mardis 9 et 23 octobre. Et à Ciney, le lundi 15 octobre.

Le groupe des jeunes se retrouve les 7 et 21 à 19h

L'atelier : reprend le 28 septembre à Andenne et à Namur et a lieu tous les vendredis.

Les permanences vous accueillent le lundi et le jeudi à Andenne, le mardi, et le jeudi à Namur. Le jeudi à Jemelle.

Le groupe suivi du rapport général sur la pauvreté se voit tous les mercredis.

Et nous sommes aussi tous les mercredis aux Balances et à Peu d'Eau en **bibliothèque de rue** avec les enfants.

Petites nouvelles

NAISSANCES

Léa a ouvert les yeux sur le monde le 5 juillet 2012 chez Magali Ledieu et Kevin Charlot.

Une petite Jade est née le 12 juillet 2012 chez Dorothée Ledieu et Cedric Wartique.

Esmée est arrivée le 16 septembre 2012 chez Véronique Defaux et Geoffroy Nervelé.

Sarah est venue rejoindre sa soeur et ses frères ce 27 septembre 2012 chez Laura Defaux et Achille Akplaka.

Félicitations aux parents et bienvenue aux bambins.

DÉCÈS

Eric Debaucheron est décédé le 31 août 2012. Nos sincères condoléances à sa famille.

"LA MAIN DANS LA MAIN" le Quart-Monde en mouvement

Ont participé à ce numéro

d'Andenne :

l'équipe d'Actualités Andennaises
de Ciney-Marche-Jemelle-Bastogne :
Chantal, Fabien
de Namur :

Andrée, Cécile, Philippe et
l'équipe de rédaction et d'envoi .

Abonnement :

Abonnement de soutien fixé à 15 Euros/an

Cpte : IBAN BE 67 0013 3858 9387

de la Fédération Luttes-Solidarités-Travail
27, rue Pépin- 5000 NAMUR

Tous les dons de plus de 40 Euros sont
déductibles des impôts.

Montant à verser sur le compte

IBAN BE 23 2500 08303891

BIC=GEBABEBB

de CARITAS SECOURS francophone
(Délégation de NAMUR - LUXEMBOURG)

avec comme mention :

projet n° 05/65 (LST)

ou projet n° 178 (LST Andenne)

Nos adresses de contact :

A Andenne:

L.S.T. Andenne asbl

Luttes-Solidarités- Travail Andenne

Rue d'Horseilles, 26- 5.300 ANDENNE.

Tél: 085/84.48.22

andenne@mouvement-LST.org

A Ciney-Marche :

L.S.T. Ciney-Marche asbl

Route de France,5

5377 BAILLONVILLE

Tél: 0479/28.90.57

ciney-marche@mouvement-LST.org

Province du Hainaut:

Fabien Lardinois

Rue de l'Escaloperie,1

7040 QUEVY-LE-GRAND

Tél: 065/88.59.50- 0479/28.90.57

A Namur :

L.S.T.asbl

Luttes-Solidarités-Travail

Rue Pépin, 27 5.000 NAMUR

Tél: 081/22.15.12

namur@mouvement-LST.org

A Tubize:

Claire Goethals

Rue du centre, 19- 1460 Virginal

Tél:067/64.89.65

tubize@mouvement-LST.org

adresse du site LST

www.mouvement-lst.org

Chers lecteurs

N'hésitez pas à nous contacter...

**Nous attendons vos articles,
vos remarques, un petit coup de fil...
Bonne lecture !**

Avec le soutien

de la Communauté française

(Ministère de la Culture et des Affaires Sociales)

et de la Région wallonne

(direction générale de l'économie
et de l'emploi)